

Leadership
avisé RBC



Alimenter la crise :

l'incidence des droits de douane sur l'insécurité alimentaire



Les dernières années ont été extrêmement difficiles pour bon nombre de Canadiens. La pandémie a causé d'importantes perturbations sur le marché du travail et fait grimper l'inflation à des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies, tandis que la guerre en Ukraine n'a fait qu'empirer les choses. Et maintenant, le pays est confronté à une guerre commerciale avec les États-Unis qui provoque ses propres ondes de choc, dont des pertes d'emplois et des bouleversements dans les chaînes logistiques qui poussent les prix des biens vers des niveaux encore plus élevés. Beaucoup n'arrivent plus à suivre.

Aujourd'hui, un Canadien sur quatre fait face à l'insécurité alimentaire. Cela représente 10 millions de personnes, un chiffre sans précédent au Canada.¹ Le problème est surtout celui de l'accessibilité financière. Il y a une abondance de nourriture. Mais cette nourriture est inabordable pour de plus en plus de monde. En mars 2024, les banques alimentaires canadiennes ont enregistré plus de deux millions de visites. Autrement dit, une hausse de 90 % en seulement cinq années.² Sachant que les banques alimentaires sont utilisées en tout dernier recours, cette situation est dramatique. Le soutien aux banques alimentaires et leur approvisionnement est une question critique. Cependant, pour remédier à l'insécurité alimentaire à long terme, il est vital de construire une économie canadienne plus robuste. En particulier, il faut résoudre la crise de l'accessibilité, améliorer la productivité et faire avancer un développement économique durable dans les régions canadiennes rurales et éloignées.

Guerre commerciale visant la nourriture : augmentation des pertes d'emplois, coûts et perturbations

Les pertes d'emploi et l'insécurité obligent de nombreuses personnes à faire des choix difficiles

La guerre commerciale du président américain Donald Trump a provoqué une incertitude générale. Des lancements ont été retardés. La production est en pause. Des mises à pied ont été annoncées. Entre janvier et mai, le secteur manufacturier canadien a perdu 54 000 emplois et le taux de chômage du pays s'est hissé à 7 %, ce qui représente son sommet depuis 2016 exception faite de la pandémie.^{3,4} Les secteurs sensibles aux échanges commerciaux, dont celui de la manufacture, continuent de procéder à des mises à pied, et l'incertitude s'est accrue au regard de l'emploi dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium qui subissent les droits de douane de 50 % imposés par l'administration

Trump. Une telle volatilité pourrait entraîner les travailleurs dans une situation financière précaire.

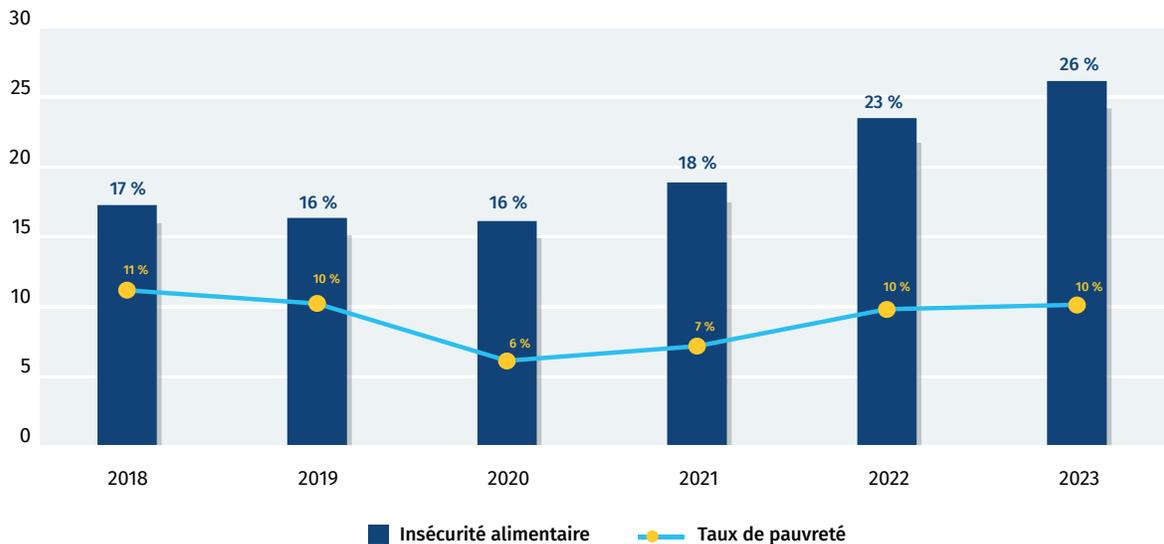
Le ménage canadien moyen a consacré environ 76 750 \$ à l'achat de biens et de services en 2023, avec des parts respectives de 15 % et 32 % dans la nourriture et le logement. Le quintile de revenu inférieur a dépensé 40 080 \$ par an, soit environ la moitié des dépenses du ménage moyen, avec des parts de 18 % dans l'alimentation et de 35 % dans le logement.⁵ En cas de perte d'emploi ou dans la crainte d'une mise à pied, les Canadiens situés dans les tranches d'imposition supérieures ont la possibilité de réduire leurs dépenses de consommation discrétionnaire (nouveaux vêtements, repas au restaurant) à court terme. Les ménages à faible revenu, qui n'ont pas ce luxe, doivent faire un choix difficile entre leurs différents besoins de base à couvrir comme les services publics, les médicaments et la nourriture. Entre autres, ces choix peuvent avoir des répercussions sur la qualité des aliments achetés, les ménages à faible revenu optant pour des aliments plus économiques et moins nutritifs.⁶

Tout comme les replis du marché du travail, les fluctuations sur les marchés internationaux de marchandises touchés par les guerres commerciales peuvent impacter les Canadiens dont le revenu est directement lié aux prix du marché. Les agriculteurs sont souvent en bout de chaîne, dans l'incapacité de répercuter la hausse des coûts sur les acheteurs et les consommateurs. De plus, les droits de douane imposés par la Chine sur les produits agroalimentaires comme l'huile de canola et les fruits de mer ont récemment porté un dur coup à l'économie rurale du Canada. La Nouvelle-Écosse serait la province la plus touchée par les droits de 25 % imposés par la Chine sur les produits aquatiques, lesquels représentaient 9,2 % de la valeur totale des exportations de la province en 2024. Les agriculteurs et les pêcheurs sont habitués à la volatilité liée aux conditions météorologiques et à l'évolution de la demande. Néanmoins, des perturbations persistantes pourraient éroder la stabilité des régions rurales et éloignées déjà désavantagées pour accéder aux occasions économiques et aux services.

En outre, les droits de douane ne touchent pas seulement la sécurité de l'emploi. Par exemple Windsor, en Ontario, est tributaire de l'automobile, de la fabrication de pointe, de la transformation des aliments, et de la manutention et de l'expédition des céréales et oléagineux. Cette dépendance rend toute la ville et ses environs vulnérables aux droits de douane imposés par Donald Trump au secteur de l'automobile, ainsi qu'aux droits de douane de rétorsion imposés par la Chine aux produits agroalimentaires canadiens. Le taux de chômage de Windsor est supérieur à la moyenne nationale, avec un niveau de 10,8 % en mai 2025 contre 7,8 % en mai 2024.⁷

Les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire en hausse au Canada

Taux de personnes (%)



Sources : Statistique Canada ; Leadership avisé RBC

De plus, les multiples pressions sur l'emploi d'une région et la hausse du coût de la vie peuvent avoir des répercussions sur le commerce de détail et les services. À mesure que les dépenses de consommation se resserreront, tous les secteurs et leurs travailleurs seront touchés.

La hausse du coût de la vie menace d'aggraver la crise de l'insécurité alimentaire.

En raison de la hausse des coûts au Canada, un seul emploi ne suffit plus à répondre aux besoins de base. Plus de 60 % des ménages canadiens en situation d'insécurité alimentaire dépendent d'un salaire ou d'un revenu de travail autonome en tant que principale source de revenu.⁸ Les travailleurs qui font face à une insécurité alimentaire modérée à grave occupent souvent des emplois à faible rémunération ou des emplois précaires qui ne suffisent pas à suivre le rythme du coût de la vie. Au Canada, les membres des minorités visibles, les femmes et les nouveaux immigrants gagnent un revenu inférieur à la moyenne nationale. Par conséquent, l'insécurité alimentaire frappe ces groupes de façon disproportionnée. Plus de 46 % des ménages noirs et 39 % de la population autochtone vivant hors réserve sont en situation d'insécurité alimentaire.⁹ Les ménages monoparentaux ont également un taux d'insécurité alimentaire plus élevé, soit 52 %.¹⁰

Les effets de l'insécurité alimentaire aggravent la marginalisation des groupes vulnérables. L'insécurité alimentaire est associée à une plus forte probabilité de maladies chroniques comme le diabète et les troubles cardiovasculaires. Il en résulte davantage de

consultations médicales et d'hospitalisations. Les coûts de santé associés aux Canadiens en situation d'insécurité alimentaire sont plus de deux fois plus élevés que ceux associés aux Canadiens en situation de sécurité alimentaire.¹¹ L'insécurité alimentaire a également des répercussions sur le développement physique et mental des enfants, ainsi que sur leur rendement scolaire et leur comportement.¹² Ces incidences mettent en lumière les coûts sanitaires et socioéconomiques qui pèsent sur les familles et sur l'économie canadienne.

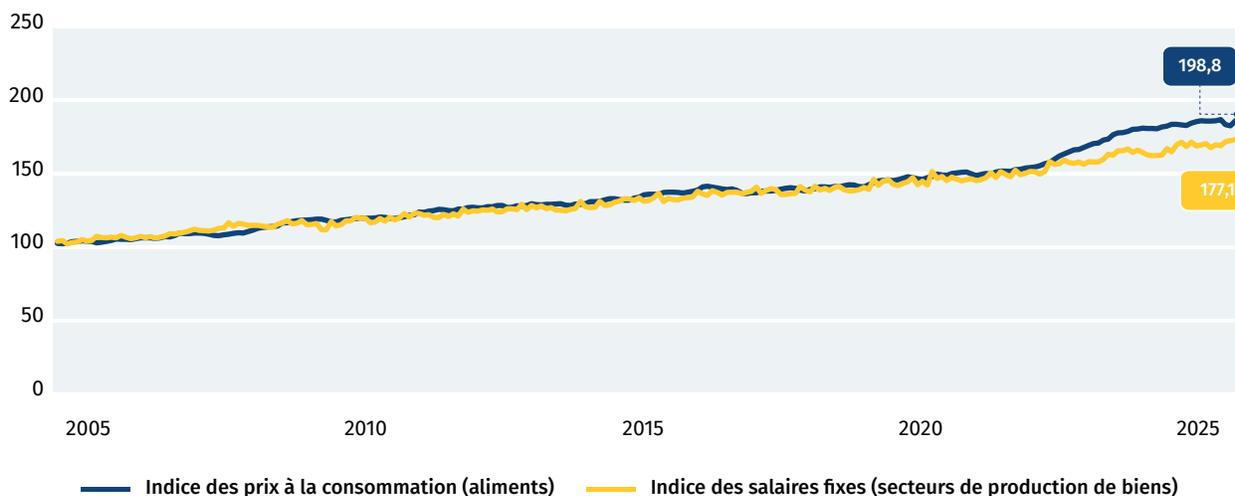
Au cours des cinq dernières années, la crise de l'accessibilité a durement frappé les ménages dont les salaires ne suivent pas la montée des prix des biens et des services. À mesure que les stocks d'avant les droits de douane sortent des rayons des épiceries, les nouveaux prix incluant les droits de douane intensifient l'inaccessibilité des produits au Canada, en particulier dans l'alimentaire. Depuis janvier 2025, les prix des aliments constituent un important facteur de hausse de l'indice des prix à la consommation au Canada. En avril 2025, les prix des aliments ont augmenté de 3,8 % par rapport à l'année précédente.

Les perturbations de chaîne logistique impactent la stabilité et le coût des aliments

Les sociétés alimentaires et les détaillants ont fait état de pertes au premier trimestre, conséquence directe de la guerre des droits de douane.¹³ En plus de faire face à des pertes, les chaînes logistiques agroalimentaires entre le Canada et les États-Unis doivent maintenant satisfaire à des exigences administratives additionnelles pour

Augmentation de l'écart entre le coût des aliments et les salaires

Indice (2002 = 100)



Sources : Statistique Canada ; Leadership avisé RBC

prouver leur conformité à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), étant donné que seulement deux tiers des exportations agroalimentaires canadiennes ont été échangés dans le cadre de l'ACEUM en 2024. Les fournisseurs, grossistes et détaillants agroalimentaires, dont les marges sont souvent très minces, n'ont pas la capacité d'absorber ces complexités et ces coûts supplémentaires. En définitive, la hausse des coûts est répercutée sur le consommateur. Aux États-Unis, les droits de douane devraient entraîner une hausse de 2,6 % des prix des aliments à court terme, avec une incidence disproportionnée sur les fruits et légumes dont les prix pourraient augmenter de 5,4 %.¹⁴

Les guerres commerciales ont déclenché un mouvement en faveur de la diversification. Bien que la diversification des échanges commerciaux constitue une stratégie pour accroître et renforcer les exportations agroalimentaires canadiennes, cette approche comporte quelques inconvénients, parmi lesquels une certaine incertitude à court terme sur le plan de la qualité et des coûts pour les consommateurs en attendant que les chaînes logistiques soient bien établies. La stabilité et la régularité des échanges commerciaux sont des conditions déterminantes pour maintenir les coûts de transport, de logistique et d'exploitation à des niveaux raisonnables pour les négociants, les grossistes et les détaillants, ce qui contribue à la constance des prix, de la qualité et de la disponibilité pour les consommateurs. À l'heure actuelle, l'incertitude liée aux droits de douane remet en question les avantages auxquels les consommateurs nord-américains sont habitués en raison de la connexion

des chaînes logistiques entre le Canada et les États-Unis.

Prochaine étape : lier les solutions alimentaires aux ambitions de croissance du Canada

Les solutions à l'insécurité alimentaire au Canada sont bien documentées, mais le problème reste du côté des politiques et des engagements financiers à grande échelle.

Les solutions pourraient inclure :

- Comblent les disparités entre les régions rurales et urbaines du Canada en ce qui a trait à l'accès aux ressources, aux revenus de subsistance et aux occasions de développement économique.
- Reconstruire le filet de sécurité sociale du Canada en vue de mieux soutenir les ménages à faible revenu et d'intervenir de façon proactive lorsqu'un ménage fait face à une perte de revenu ou à une perturbation ayant un impact sur son budget.
- Améliorer l'accessibilité au logement.

Une cible de sécurité alimentaire pourrait constituer le catalyseur nécessaire pour unir ces solutions, susciter des actions à l'échelle du Canada et suivre les progrès réalisés. Cette idée n'est pas nouvelle. Les experts de la sécurité alimentaire au Canada recommandent une cible de 50 % d'ici 2030.^{15 16} Mais le moment est venu d'adopter une vision ambitieuse pour la sécurité alimentaire au Canada, alors que le pays s'emploie à bâtir une économie plus forte. L'un des principaux défis consiste à déterminer dans quels domaines les solutions de sécurité alimentaire peuvent être harmonisées avec les engagements existants, afin d'insuffler un nouvel élan. Le plan pour la sécurité alimentaire au Canada doit aussi veiller à améliorer les taux de façon proportionnelle dans les régions et les groupes les plus vulnérables.

Promouvoir le développement et renforcer les services de santé dans les collectivités rurales et éloignées, tout en accélérant les grands projets d'infrastructure au Canada.

L'ambition du Canada d'accélérer les grands projets d'infrastructure, du port de Churchill au Cercle de feu, se concentre principalement dans les régions rurales et éloignées du nord du Canada. Les régions rurales et éloignées du Canada représentent 25 % du PIB du Canada, mais elles sont nettement déficientes en matière de soins de santé, de logement et d'accès aux autres besoins essentiels comme les aliments sains.¹⁷ L'insécurité alimentaire est élevée partout au Canada, mais plus particulièrement dans le Nord et dans les régions éloignées. Plus de 58 % des habitants du Nunavut sont en situation d'insécurité alimentaire. De plus, au Canada, seulement 7 % des médecins travaillent dans les régions rurales, alors que celles-ci représentent 18 % de la population totale du Canada.¹⁸

Les plans du Canada pour assurer sa sécurité et sa souveraineté économiques reposent en grande partie sur la disponibilité d'une main-d'œuvre productive dans les régions rurales et éloignées. Toutefois, il est compliqué de convaincre les travailleurs de rester ou d'emménager dans les régions rurales ou éloignées pour mener à bien les projets en question si ces régions ne leur permettent pas d'accéder aux ressources dont ils ont besoin pour assurer une vie saine à leurs familles. Le Canada pourrait renverser la tendance d'une croissance 15 fois plus rapide dans les zones urbaines que dans les régions rurales en atténuant la fuite des cerveaux et des ressources grâce à des investissements dans les ressources des collectivités, en renforçant par exemple l'accès aux soins de santé, aux aliments et au logement, afin de se mettre au niveau de ses ambitions en matière de grands projets d'infrastructure.¹⁹

Améliorer l'accès au soutien financier et aux prestations sociales pour les ménages en engageant des réformes politiques. Le moment serait bien choisi pour faire avancer les projets de réforme, à présent que le

gouvernement libéral s'est engagé à examiner et réformer le processus de demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH). Le CIPH donne accès à d'importants programmes du gouvernement fédéral, dont la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, l'Allocation canadienne pour enfants destinée aux enfants handicapés et le Régime canadien de soins dentaires. Cet examen donne l'occasion d'encourager le réseau canadien de banques alimentaires desservant les familles bénéficiaires du CIPH à élaborer des solutions pratiques et efficaces pour les ménages, en particulier ceux qui font face à la crise du logement et à l'insécurité alimentaire.

En plus de l'admissibilité aux prestations, les groupes les plus vulnérables au Canada, y compris les personnes handicapées et les sans-abri, sont souvent les plus difficiles à joindre pour faire les déclarations fiscales, et le taux de déclaration de revenus de cette population est inférieur à la moyenne nationale de 92 %.²⁰ Les revenus non déclarés et les crédits d'impôt non réclamés représentent plus de 8,9 millions de chèques de l'Agence du revenu du Canada (ARC) non encaissés, pour un total de 1,4 milliard de dollars.²¹ La valeur des crédits d'impôt ne résoudra pas toutes les difficultés financières des ménages, mais c'est un bon début.

Le projet pilote de l'ARC concernant la déclaration automatique des revenus, de même que les approches visant à rationaliser et à simplifier les déclarations fiscales sont l'occasion de définir des services de soutien qui aideraient les Canadiens à naviguer dans les processus administratifs pour devenir admissibles aux crédits d'impôt et en bénéficier. Nous avons aussi beaucoup à apprendre des organismes communautaires, comme les banques alimentaires, qui offrent des services intégrés tels que des programmes d'alimentation et de littératie financière aux populations les plus vulnérables et marginalisées du Canada.

Harmoniser les objectifs de sécurité alimentaire avec l'essor de la construction résidentielle au Canada.

La réduction des coûts du logement peut transformer le budget d'un ménage. Le projet du nouveau gouvernement fédéral libéral de construire 500 000 logements par année stimulerait l'économie tout en répondant à un besoin essentiel, étant donné que l'une des priorités du plan « Construire des logements au Canada » est de construire des logements abordables à grande échelle. Cette priorité se traduit par un engagement de 6 milliards de dollars en faveur du logement très abordable couvrant les logements admissibles aux allocations, le logement pour les Autochtones et les réfugiés. En plus de construire rapidement de tels logements et d'établir des cibles relatives aux sans-abri dans les provinces, le gouvernement pourrait envisager de s'harmoniser avec les objectifs de sécurité alimentaire et les actions menées

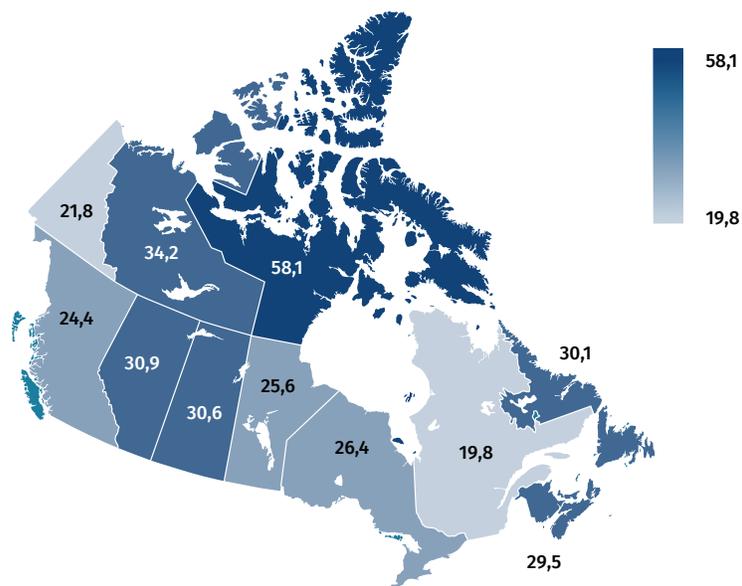
à l'échelle nationale afin d'évaluer ses progrès en matière de logement abordable, dans l'objectif d'améliorer l'accès à un mode de vie plus sain et plus productif, ce qui contribuerait à la croissance de l'économie canadienne.

L'insécurité alimentaire est un problème systémique qui requiert des solutions fondées sur les systèmes.

Alors que le Canada s'engage dans une ère de stimulation de la croissance, le moment est venu d'examiner la façon dont le pays peut mettre à profit son approche unifiée pour lutter contre les symptômes les plus chroniques d'une économie à la dérive : l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Le taux d'insécurité alimentaire est exceptionnellement élevé dans le nord du Canada

Taux d'insécurité alimentaire (%)



Note : Données provinciales de 2024 ; Données sur le territoire de 2023.
Sources : Statistique Canada ; Leadership avisé RBC

Expériences et approches dans le reste du monde

L'insécurité alimentaire touche tous les pays, et plus de 295 millions de personnes sont aux prises avec la faim aiguë dans le monde. Les pays adoptent des approches différentes pour mesurer, surveiller et atténuer le problème, qui vont bien au-delà des programmes et des politiques alimentaires et s'étendent aux domaines du revenu, du logement et de l'équité sociale. Toutefois, les économies avancées comme le Canada élargissent de plus en plus leurs programmes alimentaires pour contrer les répercussions de l'insécurité alimentaire sur les collectivités à court terme.

Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, plus de 7 millions de personnes, soit 11 % de la population, appartiennent aux ménages en situation d'insécurité alimentaire.²² Et un tiers des enfants du Royaume-Uni vivent dans la pauvreté. Pour relever ce défi, le gouvernement a mis sur pied un Groupe de travail contre la pauvreté des enfants.²³ De plus, le Royaume-Uni a mis en place plusieurs programmes notables directement liés à l'accès aux aliments, parmi lesquels :

- Un programme de repas scolaires gratuits fournit aux enfants et aux jeunes des repas conformes aux normes alimentaires recommandées. En plus des repas scolaires, le Royaume-Uni a lancé le programme Holiday Activities and Food (HAF) en 2022 afin d'améliorer l'accès à la nourriture et aux ressources pendant les vacances scolaires.²⁴
- En Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord, les bons Healthy Start aident les personnes à faible revenu à se procurer des vitamines prénatales, du lait maternisé et des aliments adaptés à la santé des enfants en bas âge. En Écosse, un programme équivalent appelé Best Start Foods a été lancé en août 2019.
- Household Support Fund : prestations de 1,5 milliard de livres sterling allouées en 2022-2023 pour aider les ménages à payer les dépenses essentielles comme l'alimentation, l'électricité et le logement.

De plus, le Royaume-Uni mène sa plus grande campagne de construction de logements depuis la Seconde Guerre mondiale. Cet effort de construction est motivé par les répercussions de la pénurie de logements abordables sur la stabilité et les dépenses des ménages. La campagne inclut un plan visant à créer une douzaine de nouvelles villes d'environ 10 000 logements chacune.²⁵

Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande, 27 % des ménages avec enfants ont souvent ou parfois manqué de nourriture en 2023, ce qui marque une hausse par rapport à 14,4 % en 2021.²⁶ Face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, la Nouvelle-Zélande a dirigé la mise sur pied d'une feuille de route sur 10 ans en faveur de la sécurité alimentaire pour la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Ce plan couvre quatre domaines clés : la numérisation, la productivité, l'inclusivité et la durabilité. L'APEC comprend 21 pays membres de la ceinture du Pacifique, y compris le Canada.

Plusieurs ministères néo-zélandais encadrent la recherche, les politiques et les programmes en faveur de la sécurité alimentaire, notamment ceux de la santé, de l'éducation et du développement social, ce qui témoigne de la reconnaissance de l'impact de l'insécurité alimentaire sur la santé et le bien-être des humains. La Nouvelle-Zélande connaît le développement d'un mouvement de plus en plus marqué en faveur de l'accès aux ressources dans les quatre principales régions du pays, en vue de répondre aux besoins essentiels et d'améliorer les conditions de vie :

- Lancement en 2022 du Public Health Advisory Committee. En 2023, ce comité a été chargé d'examiner le système alimentaire de la Nouvelle-Zélande et d'émettre des conseils et des recommandations, lesquels sont présentés dans son rapport de 2024 intitulé Rebalancing Our Food System.
- La Nouvelle-Zélande verse des fonds publics pour entretenir les infrastructures de distribution alimentaire dans les collectivités et soutenir les centres alimentaires communautaires régionaux dans le cadre du programme Food Secure Communities établi en 2020.
- Le programme de repas sain à l'école (Ka Ora, Ka Ako) a été lancé en 2019 pour offrir des repas gratuits aux élèves qui fréquentent les écoles de régions à faible revenu. Le programme est mis en œuvre dans plus de 1000 écoles et fournit des repas à près de 240 000 étudiants chaque jour.

États-Unis

L'insécurité alimentaire a touché 47 millions d'Américains en 2023. À l'issue de la pandémie, les États-Unis ont connu une tendance similaire à celle du Canada, c'est-à-dire que le taux des ménages en situation d'insécurité alimentaire est passé de 10 % à 14 % entre 2021 et 2023.²⁷ Parmi les pays de l'OCDE, seul le Costa Rica présente des inégalités de revenus prononcées. Les projets de loi comme celui de la « grande et belle loi » menacent d'aggraver les inégalités aux États-Unis en augmentant la dette nationale, ce qui pourrait mener à des coupes dans les programmes visant à réduire l'insécurité alimentaire et améliorer l'accès à la nourriture, notamment :

- Le programme Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) offre une subvention soumise à restrictions pour l'achat de nourriture. Le SNAP dessert 42,2 millions de personnes par mois en moy-

enne (12,6 % de la population des États-Unis).²⁸ Il a été démontré qu'une participation au programme SNAP pendant six mois permet de réduire l'insécurité alimentaire de 5 à 10 points de pourcentage, et que ce programme est encore plus efficace pour les enfants et les personnes dont la sécurité alimentaire est très faible.^{29 30} Le SNAP a également démontré son incidence positive sur l'activité économique et la création d'emplois au sein des collectivités locales.

- Le programme Special Supplemental Nutrition Program for Women, Infants and Children (WIC) offre une subvention alimentaire soumise à restrictions, destinée aux femmes enceintes, aux jeunes mères, aux nourrissons et aux enfants jusqu'à cinq ans qui répondent à des critères d'admissibilité fondés à la fois sur le revenu et la nutrition.³¹ En 2023, le gouvernement fédéral a consacré 6,6 milliards de dollars américains au programme WIC, qui a bénéficié en moyenne à 6,6 millions de personnes par mois.³²

Nos partenaires de projet



Collaborateurs

Leadership avisé RBC

Lisa Ashton, responsable principale, Politique agricole et climatique, Leadership avisé RBC

Maple Leaf Centre for Food Security

Sarah Stern, directrice générale

Arrell Food Institute, Université de Guelph

Evan Fraser, directeur et professeur

Pauline Cripps, cheffe, Alimentation dans les collectivités

Références

- ¹Statistique Canada. Insécurité alimentaire selon le type de famille économique, 2025.
- ²Banques alimentaires Canada. Bilan-Faim 2024, 2024.
- ³Statistique Canada. Caractéristiques de la population active selon la région métropolitaine de recensement, moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées, 2025.
- ⁴Statistique Canada. Emploi selon le secteur, données mensuelles désaisonnalisées et cycle de tendance, cinq derniers mois (x 1000), 2025.
- ⁵Statistique Canada. Dépenses des ménages selon le quintile de revenu du ménage, Canada, régions et provinces, 2025.
- ⁶French et al. La qualité nutritive des aliments achetés varie selon le revenu des ménages (étude SHoPPER, 2019).
- ⁷Statistique Canada. Caractéristiques de la population active selon la région métropolitaine de recensement, moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées, 2025.
- ⁸Li T, Fafard St-Germain AA, Tarasuk V. : Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada (2022), 2023.
- ⁹Statistique Canada. Insécurité alimentaire selon certaines caractéristiques démographiques, 2025.
- ¹⁰Statistique Canada. Insécurité alimentaire selon le type de famille économique, 2025.
- ¹¹Statistique Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) 2005, 2007-2008, 2009-2010, bases de données administratives de l'Ontario. D'après : Tarasuk, Cheng, de Oliveira, Dachner, Gundersen et Kurdyak (2015)
- ¹²Gallegos et al. Insécurité alimentaire et développement de l'enfant, 2021.
- ¹³PepsiCo. PepsiCo annonce ses résultats du premier trimestre 2025; mise à jour 2025, prévisions financières 2025.
- ¹⁴The Budget Lab at Yale. State of U.S. Tariffs : 15 avril 2025
- ¹⁵Banques alimentaires Canada. Lettre ouverte conjointe : Réduire de moitié l'insécurité alimentaire au Canada d'ici 2030, 2025.
- ¹⁶Beardsley, McCain et Saul. Engageons-nous à réduire l'insécurité alimentaire de moitié, 2022.
- ¹⁷Innovation, Sciences et Développement économique Canada Développement économique rural.
- ¹⁸Institut canadien d'information sur la santé. Profil des médecins au Canada, 2025
- ¹⁹Statistique Canada. Recensement en bref, 2022.
- ²⁰Agence du revenu du Canada. Rapport statistique sur la participation des populations difficiles à joindre aux systèmes d'imposition et de prestations, 2024.
- ²¹Agence du revenu du Canada. Environ 1,4 milliard de dollars de chèques non encaissés dormaient dans les coffres de l'Agence du revenu du Canada en 2022.
- ²²Parlement du Royaume-Uni. Who is experiencing food insecurity in the UK? 2024.
- ²³Gouvernement du Royaume-Uni. Tackling Child Poverty: Developing Our Strategy, 2024.
- ²⁴Gouvernement du Royaume-Uni. Guidance : Holiday activities and food programme 2024, 2025.
- ²⁵Gouvernement du Royaume-Uni. Government unveils plans for next generation of new towns, 2025.
- ²⁶Ministère de la Santé. New Zealand Health Survey, 2025.
- ²⁷Economic Research Service, département de l'Agriculture des États-Unis. Food Security in the U.S. - Key Statistics & Graphics, 2025.
- ²⁸Economic Research Service, département de l'Agriculture des États-Unis. SNAP in Action, 2025.
- ²⁹Economic Research Service, département de l'Agriculture des États-Unis. Measuring the Effect of SNAP Participation on Food Security, 2025.
- ³⁰Johnson-Green et Claflin. Gender and Racial Justice in SNAP, 2021.
- ³¹Economic Research Service, département de l'Agriculture des États-Unis. Programme WIC | Economic Research Service, 2025.
- ³²Economic Research Service, département de l'Agriculture des États-Unis.



Publié par

Leadership avisé RBC

Juin 2025